

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL AU DEUXIEME TRIMESTRE DE L'ANNEE 2014

Principaux indicateurs

Entre le deuxième trimestre de l'année 2013 et la même période de 2014, 39.000 postes d'emploi ont été créés par l'économie marocaine, 28.000 en milieu urbain et 11.000 en milieu rural. Ces nouveaux postes d'emploi constituent le solde entre la création de 57.000, 43.000 par le secteur des "services" et 14.000 par celui des "BTP", et la perte de 18.000, dont 11.000 dans le secteur de l'industrie y compris l'artisanat et 7.000 dans l'agriculture, forêt et pêche.

Dans ce contexte, entre les deux périodes, le nombre de chômeurs au Maroc, en augmentation de 65.000 personnes, 39.000 en milieu urbain et 26.000 en milieu rural, a atteint 1.114.000 personnes. Le taux de chômage a ainsi enregistré un accroissement de 0,5 point, passant de 8,8% à 9,3%. En milieu urbain, ce taux est passé de 13,8% à 14,2% et en milieu rural de 3,2% à 3,6%. Parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, il a été de 19,2% au lieu de 18,4% et parmi les détenteurs de diplômes, de 16,9% au lieu de 15,8%. Le chômage est à 27,8% le fait de licenciements ou de mises à l'arrêt de l'activité des établissements employeurs.

De son côté, le taux de sous-emploi est passé, entre les deux périodes, de 8,9% à 10,4% au niveau national, de 7,9% à 9,2% en milieu urbain et de 9,9% à 11,7% en milieu rural.

Situation et évolution du marché du travail

La population active âgée de 15 ans et plus a atteint au cours du deuxième trimestre de l'année 2014, 12.005.000 personnes, soit une hausse de 0,9% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2013 (+1,1% en milieu urbain et +0,7% milieu rural). Le taux d'activité a diminué de 0,3 point, passant de 49,2% au deuxième trimestre de l'année 2013 à 48,9% au cours du même trimestre de l'année 2014.

Dans ce cadre, 28.000 postes d'emplois rémunérés ont été créés au cours de la période, résultant d'une création de 55.000 postes en milieu urbain et d'une perte de 27.000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé principalement d'aides familiales, a enregistré une baisse de 27.000 postes en zones urbaines et une hausse de 38.000 postes en zones rurales, soit au total 11.000 postes d'emploi créés.

En conséquence, l'économie marocaine a connu la création nette de 39.000 postes d'emploi, 28.000 en milieu urbain et 11.000 en milieu rural. Le volume global de l'emploi est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10.852.000 à 10.891.000. Le taux d'emploi, quant à lui, a reculé de 0,5 point au niveau national, passant de 44,9% à 44,4%. Il a baissé de 0,5 point en milieu urbain (de 37,3% à 36,8%) et de 0,3 point en milieu rural (de 56,4% à 56,1%).

Le secteur des "services" et celui des BTP à l'origine des emplois créés

C'est ainsi, qu'au niveau national, le secteur des "services" a créé 43.000 postes, ce qui correspond à un accroissement de 1% du volume d'emploi du secteur, contre une création moyenne annuelle de 80.000 postes au cours de la période 2011-2013. Ces nouveaux emplois sont le fait de la création de 23.000 postes par la branche du "commerce de détail et réparation d'articles domestiques" et de 19.000 par celle des "services personnels".

De son côté, le secteur des BTP a connu la création de 14.000 postes, ce qui représente une hausse de 1,4% du volume d'emploi du secteur, contre une perte moyenne annuelle de 23.000 postes au cours de la période 2011-2013.

En revanche, le secteur de l'industrie qui comprend aussi l'artisanat a perdu 11.000 postes d'emploi, ce qui correspond à une baisse de 1% du volume d'emploi du secteur, contre une perte moyenne annuelle de 22.000 postes au cours des trois dernières années.

De même, l'agriculture, forêt et pêche a connu la perte de 7.000 postes d'emploi, correspondant à une baisse de 0,1% du volume d'emploi du secteur, ce qui renoue avec la tendance baissière qu'il a connu durant la période 2010-2012 (-52.000 postes d'emploi comme moyenne annuelle) et ce, après une création de 137.000 postes l'année dernière.

Situation, évolution et principales caractéristiques du chômage

La population active en chômage s'est accrue de 6,2% au niveau national, passant de 1.049.000 au deuxième trimestre de l'année 2013 à 1.114.000 chômeurs au même trimestre de l'année 2014, ce qui correspond à 65.000 nouveaux chômeurs, 39.000 en milieu urbain et 26.000 en milieu rural. En conséquence, le taux de chômage est passé de 8,8% à 9,3%, entre les deux périodes. Il est passé de 13,8% à 14,2% en milieu urbain et de 3,2% à 3,6% en milieu rural.

Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées, en milieu urbain, parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+1,2 point) et les diplômés (+1,1 point) et, en milieu rural, principalement parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,9 point).

Situation et évolution du sous emploi

L'analyse des données sur le sous emploi, en tant que deuxième principale composante de la sous utilisation de la main d'œuvre, révèle que le volume des actifs occupés en situation de sous emploi a augmenté, entre les deux périodes, de 965.000 à 1.137.000 personnes (de 431.000 à 507.000 personnes dans les villes et de 534.000 à 630.000 dans les campagnes) et que le taux de sous emploi est passé de 8,9% à 10,4% (de 7,9% à 9,2% dans les villes et de 9,9% à 11,7% dans les campagnes).

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	2 ^{ME} TRIMESTRE 2013			2 ^{ME} TRIMESTRE 2014		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active	6 339	5 561	11 900	6 407	5 598	12 005
Taux de féminisation de la population active	20,4	34,2	26,8	21,5	34,8	27,7
Taux d'activité	43,3	58,3	49,2	42,9	58,2	48,9
— Selon le sexe						
• Hommes	71,3	79,1	74,4	69,6	78,1	72,9
• Femmes	17,1	38,6	25,6	17,9	39,3	26,3
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	24,0	43,7	33,0	23,0	43,0	32,1
• 25 - 34 ans	59,7	65,8	62,1	59,8	66,5	62,5
• 35 - 44 ans	57,4	71,0	62,2	56,3	70,6	61,4
• 45 ans et plus	37,4	60,1	45,6	37,1	59,6	45,2
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	38,1	60,8	49,7	37,7	60,8	49,4
• Ayant un diplôme	48,2	49,4	48,5	47,7	49,8	48,2
Population active occupée	5 466	5 385	10 852	5 495	5 396	10 891
Taux d'emploi	37,3	56,4	44,9	36,8	56,1	44,4
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	96,2	58,6	77,5	95,9	58,0	77,1
— Salariés	67,3	40,5	57,3	69,4	42,2	59,3
— Auto-employés	32,7	59,5	42,7	30,6	57,8	40,7
Population active occupée sous employée	431	534	965	507	630	1 137
Taux de sous emploi	7,9	9,9	8,9	9,2	11,7	10,4
CHOMAGE						
Population active en chômage	873	176	1 049	912	202	1 114
Taux de féminisation de la population active en chômage	28,0	10,6	25,1	29,7	13,9	26,9
Taux de chômage	13,8	3,2	8,8	14,2	3,6	9,3
— Selon le sexe						
• Hommes	12,4	4,3	9,0	12,8	4,8	9,4
• Femmes	18,9	1,0	8,2	19,6	1,4	9,0
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	35,2	7,4	18,4	36,4	8,3	19,2
• 25-34 ans	20,2	3,7	13,2	20,2	4,0	13,4
• 35-44 ans	7,4	1,5	5,0	8,2	1,7	5,6
• 45 ans et plus	2,7	0,7	1,8	3,8	1,1	2,6
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	8,2	1,9	4,3	7,7	2,0	4,1
• Ayant un diplôme	17,9	8,6	15,8	19,0	9,9	16,9

Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Sommaire

- Prix 1
- Indicateurs économiques et financiers 2
- Comptes nationaux trimestriels 3
- Situation du marché du travail 4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Juillet - Août 2014 N° 203

BULLETIN MENSUEL

PRIX

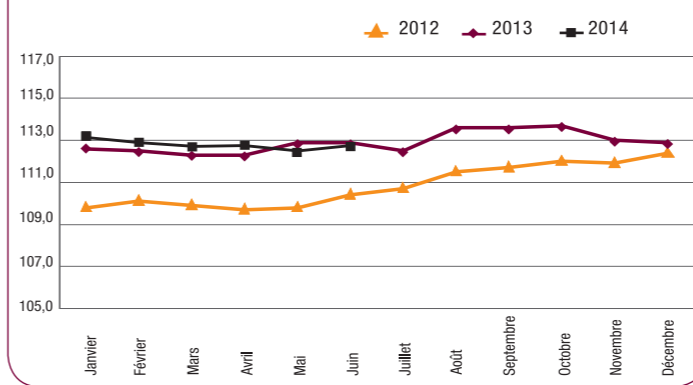
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de juin 2014, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,5% de l'indice des produits alimentaires et de la baisse de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,1% au cours du mois de juin 2014. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des six premiers mois de 2014, par rapport à celui de la même période de 2013, s'établit à +0,3%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES SIX PREMIERS MOIS		
	MAI 2014	JUN 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Agadir	111,4	111,5	0,1	111,6	111,7	0,1
Casablanca	114,4	114,9	0,4	114,9	114,8	-0,1
Fès	113,3	113,6	0,3	112,5	113,8	1,2
Kénitra	112,1	112,3	0,2	112,0	112,3	0,3
Marrakech	113,1	112,9	-0,2	112,7	113,3	0,5
Oujda	112,3	112,2	-0,1	112,0	112,6	0,5
Rabat	110,8	110,7	-0,1	110,3	110,8	0,5
Tétouan	111,3	111,4	0,1	111,4	111,7	0,3
Meknès	114,4	114,9	0,4	114,3	114,4	0,1
Tanger	114,2	114,9	0,6	114,1	114,4	0,3
Laâyoune	111,8	111,9	0,1	112,1	112,1	0,0
Dakhla	111,2	111,9	0,6	111,5	111,7	0,2
Guelmim	111,3	111,1	-0,2	112,1	112,0	-0,1
Settat	112,0	112,0	0,0	113,0	112,3	-0,6
Safi	108,5	108,2	-0,3	107,7	108,3	0,6
Beni-Mellal	111,0	111,1	0,1	111,7	111,4	-0,3
Al-Hoceima	113,8	113,3	-0,4	113,9	113,4	-0,4
Ensemble	112,6	112,8	0,2	112,6	112,9	0,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Àu cours du mois de juin de l'année 2014, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Tanger et Dakhla avec 0,6%, à Casablanca et Meknès avec 0,4% et à Fès avec 0,3%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Al-Hoceima avec 0,4%, à Safi avec 0,3% et à Marrakech et Guelmim avec 0,2%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des six premiers mois de 2014 par rapport à la même période de 2013 des hausses notamment à Fès avec 1,2%, à Safi avec 0,6% et à Marrakech, Oujda et Rabat avec 0,5%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Settat avec 0,6%, à Al Hoceima avec 0,4% et à Beni Mellal avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2012 à 2014

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JUN/JUN (1)	LES SIX PREMIERS MOIS (2)
2012	1,9	1,0
2013	2,3	2,4
2014	-0,1	0,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des six premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2012	2013*	VAR.%
Elevage			
Abattages contrôlés (Poids de viandes en tonne)			
Bovins	170 474	212 472	24,6
Ovins	38 064	38 210	0,4
Caprins	13 554	15 416	13,7
Autres	6 619	5 473	-17,3

Source : Office National de la Sécurité Sanitaire des Aliments(ONSSA).

	Situation de janvier à mai		
	2013	2014*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	10 469	11 048	5,5
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	2 452	3 148	28,4
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	6 408	6 192	-3,4

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à mai		
(En millions de dirhams)	2013*	2014*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	121 334	128 811	6,2
Biens	78 077	83 925	7,5
Services	43 257	44 886	3,8
dont : voyages	20 987	21 675	3,3
Importations	178 153	183 069	2,8
Biens	151 088	157 200	4,0
Services	27 065	25 869	-4,4
Solde commercial	-56 819	-54 258	
Taux de couverture (en %)	68,1	70,4	
Recettes M.R.E.	23 096	22 741	-1,5

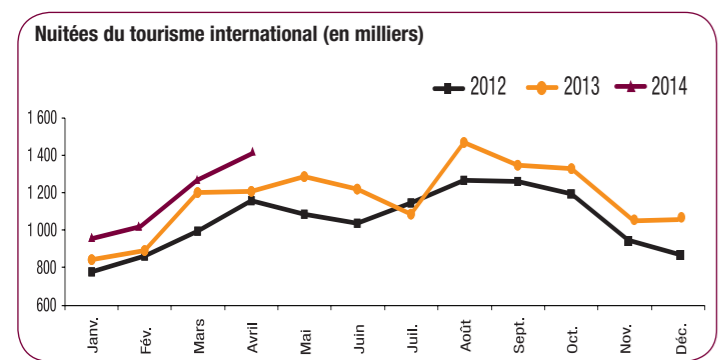
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à avril		
	2013	2014*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	5 707	6 310	10,6
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	4 157	4 712	13,3

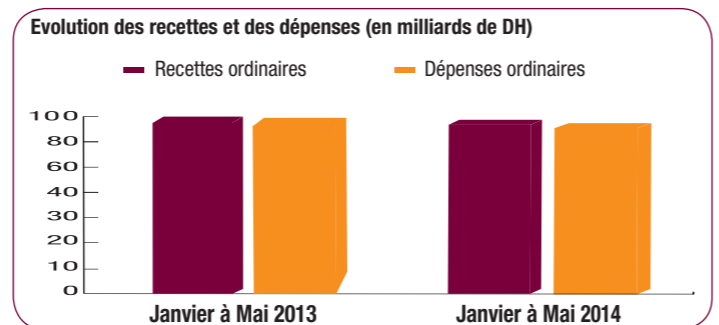
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à mai		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Recettes ordinaires	89 298	90 363	1,2
Dépenses ordinaires	91 154	94 731	3,9
Dettes publiques	10 873	11 359	4,5
Investissement	18 010	25 202	39,9
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-6 529	-6 060	
Déficit / Excédent global	-26 395	-35 629	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

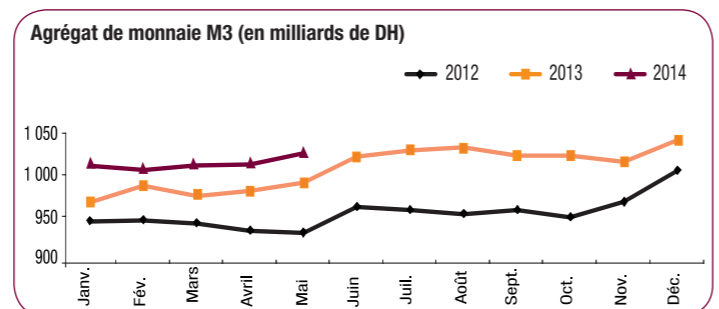


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à mai		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	980 466	1 026 135	4,7
Agrégats de placements liquides	379 475	435 924	14,9
Contreparties de la monnaie M3 (1)	980 466	1 026 135	4,7
Créances sur l'économie	811 791	854 728	5,3
Créances nettes sur l'administration centrale	141 099	147 935	4,8
Réserves Internationales Nettes	153 135	164 219	7,2
Ressources à caractère non monétaire	151 881	157 670	3,8
Autres contreparties de M3	26 322	16 923	-35,7

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de mai		
	2013 ^R	2014*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	2 902	2 844	-2,0
Capitalisation boursière (en millions de DH)	429 591	469 350	9,3
Indice MASI	8 906,65	9 494,79	6,6
Indice MADEX	7 236,57	7 750,76	7,1
O.P.C.V.M.	9 Mai 2014	6 Juin 2014	VAR.%
Nombre	374	374	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	254 373	271 022	6,5

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Premier trimestre 2013

Selon les comptes nationaux du premier trimestre 2014, l'économie nationale a été marquée par un net ralentissement de sa croissance qui a été de 1,7% au lieu de 3,8% durant la même période de l'année 2013. En effet, les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 2,1% au lieu de 1,8% alors que celles du secteur agricole accusent une baisse de 1,6% au lieu d'une hausse de 15,8%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une hausse de 1,8% au lieu d'une baisse de 1,4% durant la même période de l'année précédente. Ceci résulte de l'augmentation de l'industrie d'extraction de 6,4% au lieu d'une baisse de 3,5%, de l'électricité et eau de 3,8% au lieu d'une baisse de 4,8%, des industries de transformation de 0,9% au lieu de 0,6% et du bâtiment et travaux publics de 0,3% au lieu d'une baisse de 2,7%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, de son côté, a affiché une croissance de 3,5% au lieu de 3% le même trimestre de l'année 2013. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :

- les hôtels et restaurants de 6,5% au lieu de 5,4% ;
- le transport de 5% au lieu d'une baisse de 0,3% ;
- les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 5% au lieu de 4,6% ;
- les postes et télécommunications de 4,9% au lieu de 5,9% ;
- les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,7% au lieu de 1,6% ;
- les services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale de 2,6% au lieu de 6% ;
- le commerce de 1,4% au lieu de 0,2% ;
- les services financiers et assurances de 0,8% au lieu d'une baisse de 0,3%.

Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 1,9% au lieu de 6,4% la même période de l'année 2013, dégageant ainsi une légère hausse du prix implicite du PIB de 0,2%. Au niveau des emplois du PIB en volume, la demande intérieure a affiché une amélioration de sa croissance, se situant à 3% au premier trimestre 2014 au lieu de 2,8% la même période de l'année 2013, avec une contribution à la croissance de 3,1 points au lieu de 2,9 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,2% au lieu de 3% et la consommation finale des administrations publiques a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 4,5%. L'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks), en revanche, a connu une quasi-stagnation au lieu d'une baisse de 0,8% l'année passée.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur côté, ont renoué avec une contribution négative de 1,4 point à la croissance économique au lieu d'une contribution positive de 0,9 point. Les exportations ont affiché une hausse de 8,8% au lieu d'une baisse de 1,6% et les importations ont augmenté de 12% au lieu d'une baisse de 3,8% au premier trimestre de l'année 2013.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a connu une faible progression de 2,5% au lieu de 6,1% et l'épargne nationale s'est située à 25,6% du PIB au lieu de 26,4%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998

	(en millions de dhs)		
	1 ^{er} trim. 2014	1 ^{er} trim. 2014	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	101 617	104 888	3,2
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	29 960	30 842	2,9
Formation brute de capital	52 620	52 679	0,1
Exportations de biens et services	51 714	56 261	8,8
Importations de biens et services	59 132	66 201	12,0

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	1 ^{er} trim. 2014	1 ^{er} trim. 2014	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	227 543	233 179	2,5
Epargne nationale brute	56 903	56 254	-1,1

Valeur ajoutée (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité

	(en millions de dhs)		
Secteur/Branche	1 ^{er} trimestre 2013	1 ^{er} trimestre 2014	Glissement annuel en %
Secteur agricole	28 066	27 630	-1,6
Secteur non agricole	123 975	126 624	2,1
Pêche	1 024	834	-18,6
Industrie d'extraction	3 129	3 330	6,4
Industries de transformation	22 170	22 366	0,9
Electricité et eau	5 549	5 762	3,8
Bâtiment et travaux publics	8 111	8 135	0,3
Commerce	18 117	18 371	1,4
Hôtels et restaurants	3 040	3 239	6,5
Transports	8 658	9 092	5,0
Postes et télécommunications	13 429	14 084	4,9
Activités financières et assurances	8 830	8 903	0,8
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 280	18 773	2,7
Administration publique générale et sécurité sociale	14 554	14 932	2,6
Education, santé et action sociale	14 790	15 536	5,0
Branche fictive	-7 259	-7 172	-1,2
Impôts sur les produits nets des subventions	22 482	23 078	2,7
Produit intérieur brut en volume	173 855	176 769	1,7
PIB hors agriculture	145 761	148 948	2,2
Produit intérieur brut en valeur	216 036	220 145	1,9

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du PIB et ses emplois (en %)

